

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Le luddisme en cette fin de civilisation industrielle

Miguel Amorós

Miguel Amorós
Le luddisme en cette fin de civilisation industrielle
12 avril 2024

Article publié sur le site Sniadecky le 17 avril 2025. Consulté le 23 juillet de
<https://sniadecky.wordpress.com/2025/04/17/amoros-luddisme-fr/>
Traduction Jacques Hardeau, janvier 2025. Texte original : “El ludismo en las
postrimerías de la civilización industrial”

fr.anarchistlibraries.net

12 avril 2024

productiviste ancrée dans l'industrie nationale à une économie tertiaire mondialisée dominée par le capital financier, qui tente de surmonter ses difficultés majeures en faisant appel à la reconversion « verte » et numérique de la société. Il en résulte, comme nous l'avons déjà dit, une expansion incontrôlable des métropoles et des infrastructures, une croissance sans précédent des appareils de coercition et de contrôle social, le dépassement des limites biophysiques, des inégalités généralisées, la faim dans des régions entières et une atomisation sans précédent de la population qui, privée de tout lien collectif, est totalement à la merci des facteurs économiques, médiatiques et administratifs. Une population dont les besoins et les désirs sont constamment manipulés pour alimenter la demande et encourager la soumission aux impératifs politiques.

Notre objectif ultime est d'inverser la situation, ce qui passe par le démantèlement radical de la domination capitaliste. Il s'agit de construire un monde sur les ruines de l'ancien, fondé sur les valeurs et les pratiques communautaires jadis expérimentées, telles que l'équité, la réciprocité, l'autonomie, l'honnêteté, le jeu, la fête, le respect de la nature, le débat public et la décision collective. Des qualités et des expériences enrichies par de nouveaux apports et adaptées aux conditions présentes, c'est-à-dire actualisées. Il ne s'agit pas de revenir au passé, mais de nous tourner vers un avenir différent.

Car la civilisation industrielle n'a pas d'avenir.

Miguel Amorós, Diario16plus.com, le 12 avril 2024.

décision à défendre. Les marchandises, et donc l'argent, grâce à la technologie numérique, ont en très peu de temps envahi le monde au point de changer radicalement la façon dont nous vivons et dont nous sommes en relation les uns avec les autres : elles ont redéfini le travail et les loisirs, reformulé les comportements et les normes, nuit gravement à l'environnement ; bref elles ont modifié ce que nous entendons par réalité. On peut à juste titre parler de catastrophe. Nous ne nous révoltons donc pas contre les machines qui détruisent la communauté des travailleurs et leurs coutumes, pour la simple raison qu'il n'y a plus de communauté ni de coutumes aujourd'hui ; nous nous révoltons contre la société industrielle informatisée pour construire une communauté où de nouvelles habitudes de solidarité la consolideront. Nous voulons nous libérer à la fois des anciennes oppressions et de la nouvelle servitude imposée par l'économie et la numérisation. Échapper aux relations basées sur la domination du Capital technologiquement assisté et de l'État techno-cratiquement administré qui dégradent l'existence et détruisent les conditions de la vie sur Terre. C'est pourquoi nous refusons fermement la légitimité du profit privé, la hiérarchie bureaucratique et la centralisation politique, la recherche de la rentabilité comme valeur suprême ou le principe de l'innovation scientifico-technique, quelles qu'en soient les conséquences. La croissance économique ne doit pas être une priorité.

Nous voulons retrouver une autonomie de vie et une vie privée ; nous voulons abandonner non seulement le statut de salarié, mais aussi la condition de consommateur esclave de l'espace virtuel. Nous luttons contre ce saut qualitatif dans l'industrialisation et le contrôle social qui, en instrumentalisant l'écologie et à travers les médias numériques, perpétue les politiques développementalistes et conduit l'espèce humaine au bord du précipice. Nous nous sentons opprimés par ce phénomène et cherchons des moyens de nous en libérer. La perspective luddite vise le sabotage. Nous sommes favorables à la déclaration d'un état d'urgence plus social qu'écologique. Construire la communauté et empêcher le fonctionnement normal du système sont les deux pôles entre lesquels la dialectique de la résistance doit se déployer. Il n'est pas nécessaire de se prononcer en faveur de la violence, car la complexité même du système facilite sa répression sans même qu'il soit nécessaire de recourir à des méthodes extrêmes. C'est le lieu d'une forme de guérilla sans effusion de sang.

L'informatique – l'Internet – a été le fer de lance de la dernière révolution industrielle. En moins de dix ans, elle a bouleversé les savoirs, l'éducation, les hiérarchies, la finance, les marchés, les cultures, les emplois et la production, y compris la production de déchets. Nous sommes ainsi passés d'une économie

Aujourd'hui, il est banal de dire que la civilisation industrielle n'a pas d'avenir et qu'elle tente de prolonger le dernier cycle de prospérité déjà achevé, et donc la soumission des populations au mode de vie industriel, autant par des alertes catastrophiques que par la fuite en avant dans l'innovation numérique. La croissance à tout prix est depuis longtemps en contradiction insoluble avec le mode de production capitaliste, et plus personne ne croit que la technologie apportera des solutions durables. L'épuisement prévisible des ressources, l'explosion démographique, la perte de fertilité des sols, la pollution, l'urbanisation galopante, la déforestation, la multiplication des déchets, la crise énergétique et le changement climatique témoignent de la déréliction du capitalisme dans sa phase « verte » actuelle. Loin de ralentir ce processus, les « nouvelles technologies » l'accroissent. La course à l'accumulation du capital se heurte non seulement aux barrières économiques et sociales, mais aussi aux limites imposées par la nature.

Si l'appauvrissement progressif et la précarisation de la population salariée, ainsi que la marginalisation et l'exclusion des travailleurs excédentaires, sont inévitables dans un tel processus cumulatif, les conséquences de l'extractivisme effréné auquel sont soumis les territoires offrent un panorama encore plus désolant. Le métabolisme de la société avec la nature menace directement la survie de l'humanité. C'est pourquoi les classes dirigeantes ont troqué l'idéologie du progrès, d'abord pour le « développement durable » et, plus récemment, pour l'idéologie de l'effondrement, la collapsologie [et son indispensable complément, la « résilience » ; NdT]. Sans renoncer au culte élitiste de la technoscience, le discours de la domination est devenu environnementaliste, puisque la principale source d'accumulation de la phase « verte » susmentionnée est la surexploitation du territoire.

Dans un avenir qui sera fait de difficultés et de catastrophes, le capitalisme sera écologiste ou ne sera pas. Du point de vue des dirigeants, l'écologie est la science qui étudie le camouflage de l'exploitation de la nature à des fins économiques, ce qui le rapproche de l'environnementalisme. C'est l'origine des départements environnementaux des grandes entreprises et des « politiques territoriales » que met en œuvre l'État et les administrations régionales, toutes orientées vers la gestion des lendemains extractivistes et ce qu'ils appellent la « transition énergétique », c'est-à-dire la mise en œuvre massive de mégaprojets d'énergies renouvelables industrielles. Les scientifiques et les conseillers en écosystèmes jouent un rôle central dans ces politiques. Elles consistent à créer les conditions optimales pour l'activité extractiviste et à masquer le déséquilibre flagrant entre la société et la nature. Le système a besoin de mécanismes pour

réguler ses excès sans nuire aux promoteurs des « projets verts » qui rapportent de beaux dividendes. C'est le rôle dévolu à une fraction du « mouvement environnemental » qui tente d'agir comme un groupe de pression, une sorte de syndicat de consommateurs pour l'air pur, l'eau propre, la nourriture saine et les espaces verts. Une aide bienvenue pour le capitalisme qui, sans cette médiation, pourrait faire face à la radicalisation des protestations « citoyennes ». La tâche de l'environnementalisme intégré est de créer des soupapes de sécurité, des instances « transversales », participatives, négociatrices ou simplement consultatives, et si possible rémunératrices.

Le discours du « mouvement environnemental » susmentionné oscille entre identitarisme postmoderne et citoyenneté de gauche, sans négliger les conceptions mystiques (cultes naturalistes en tous genres), primitivistes (retour au paléolithique, anti-civilisation, sauvagerie) et antihumanistes (animalisme, *deep ecology*). Dans les luttes contre les effets néfastes d'une civilisation industrielle qui s'enfonce dans les immondices qu'elle produit, un tel mouvement ne poursuit pas une prise de conscience écologique radicale de la part de victimes révoltées, mais cherche à dialoguer avec les institutions en échange de la pacification du conflit territorial. Il cherche à convaincre les dirigeants d'une gestion moins agressive de l'environnement, pas à les combattre. Il prend pour acquis la résignation des individus face à des problèmes qui les dépassent, et loin de chercher à la renverser, il la renforce en recourant à une peur infantilissante qui conduit à faire confiance à une autorité extérieure prétendument bienveillante. Voilà ce qu'est l'effondrement. C'est aussi le réformisme de la décroissance.

Mais la crise écologique – le décalage entre ce que la spiritualité appelle l'« Homme » et la « Nature » – est aussi économique et sociale, elle dépend du mode industriel de production, de culture, de commerce et de consommation ; bref du mode de vie actuellement dominant. Elle ne peut être résolue par des lois restrictives, des taxes touristiques, des captations de CO₂, des incitations à l'électrification ou des mesures punitives d'un ministère de l'environnement. Le grand ennemi, c'est le capital et l'État, leur développement incessant, leur soif de pouvoir et de plus-values, et non le zèle prédateur de quelques hommes d'affaires, le manque de civilité, l'absence de contrôle des naissances dans le « tiers monde », le rezonage ou la droite politique. Poser la crise comme le fruit de la fatalité, d'une mauvaise planification ou de l'abus, de la vénalité et de l'inconscience de quelques profiteurs nous oblige à chercher sa solution chez les vrais responsables, le marché capitaliste et ses diverses couvertures gouvernementales. Le problème est un problème de classe. La crise ne touchera jamais tout le monde dans les mêmes proportions : quelle que soit l'augmentation

du prix de l'énergie, de l'eau, de la nourriture, etc. il y aura toujours ceux qui pourront payer plus cher et les autres.

*

Après ces réflexions, il est clair que nous ne sommes pas des écologistes. Nous sommes des individus conscients de la crise écologique et sociale et nous pensons que son dépassement ne passe pas par des ministères de la transition écologique ou de nouveaux pactes verts, mais par l'abolition du système hiérarchique-technologique-productiviste. Pour l'abolition du marché. Pour un autre modèle de production et d'alimentation. C'est la seule façon de développer une nouvelle sensibilité et rationalité, qui empêchera le retour de l'ordre industriel. Nous donnons la priorité à la reconstruction de la communauté dans la résistance à l'industrialisation. Nous n'essayons pas de superposer mécaniquement la théorie écologique à la lutte des classes, et encore moins d'associer la question environnementale à la question sociale en faveur d'un réformisme politique « écosocialiste » ou décroissant, ou en faveur d'un quelconque parti vert. Nous sommes des critiques radicaux du développement économique et technologique plutôt que des écolo-gistes. Contre le développement et anti-industriel, donc anticapitalistes.

Nous apprécions les apports de la critique écologique, tels que la l'exigence de décentralisation, de rééquilibrage avec la nature, de limitation de l'urbanisation, d'interdiction des polluants, de défense de la terre, de souveraineté alimentaire, de techniques conviviales, de recyclage, etc., mais nous n'essayons pas d'intégrer tout cela dans les formes de la politique traditionnelle (celle des partis et de l'État), car sa traduction en mesures effectives nécessite d'abord une sortie de l'ordre bourgeois et un changement social et économique qualitatif qui peut être qualifié de révolutionnaire – qui ne figure pas dans l'imaginaire écologiste. Nous apprécions davantage la vision biocentrique des communautés indigènes américaines, les méthodes traditionnelles de culture et de gestion territoriale de la paysannerie presque disparue, l'instinct de sabotage et de création du vieux syndicalisme et, en définitive, la volonté d'autogestion et d'auto-émancipation des peuples assujettis tels que les Mapuches, les Berbères et les Kurdes.

Nous sommes en quelque sorte de nouveaux luddites qui s'insurgent contre l'avenir que nous réservent l'économie mondiale et le mythe de la machine, avec cette particularité que nous n'avons plus de mode de vie à conserver, plus de culture à préserver, plus de règles morales à respecter, plus de pouvoir de